

ETAT ET POUVOIRS PUBLICS : OÙ SONT-ILS ?

Il y a le scandale d'une multinationale qui fait des profits énormes mais qui licencie quand même au mépris des salariés. Et il y a aussi le scandale d'un Etat, de pouvoirs publics qui laissent faire, qui ne sont même pas capables de faire respecter les engagements de Ford, d'exiger des comptes après avoir donné des subventions pendant 40 ans !

On n'entend plus le ministre Le Maire, ni Juppé, ni Rousset, ni tous ces élus censés être des responsables politiques, des décideurs. Que font-ils pour sauver l'usine, pour défendre les emplois dans la

région, pour empêcher la catastrophe sociale ?

C'est comme si la disparition de Ford ne serait qu'un fait divers, un truc quasi anodin, qu'on passera à autre chose sans problème.

C'est complètement irresponsable de leur part. Ce silence, cet attentisme sont incroyables car on sait tous (et même eux) que les conséquences seront dramatiques pour des milliers de personnes, avec le chômage, la précarité, la baisse du niveau de vie, la maladie, les suicides, les souffrances...



872 salarié.e.s
3000 emplois induits
dans la région
SAUVONS
LES EMPLOIS
MANIFESTONS
à BORDEAUX

22 SEPTEMBRE – 14h
Place de la République

MANIFESTATION

CONTRE LA FERMETURE DE L'USINE

A l'appel

de la CFTC et de la CGT

(en attendant que FO s'y joigne !)

Cette manifestation fait suite à celle du samedi 30 juin. L'idée est de dire que la fermeture et les licenciements ne doivent pas être une fatalité, que 900 + 3000 emplois induits qui disparaissent c'est trop grave pour ne pas essayer de l'empêcher. Cela concerne toute la population.

Si nous sommes nombreux, nous, nos familles, nos amis, voisins... nous pouvons mettre la pression sur Ford comme sur les pouvoirs publics. L'objectif étant de changer la donne. Allons-y.

n° 406-27 (13 sept 2018) - Cgt-Ford

Bonnes nouvelles

LA GUERRE EST DÉCLARÉE

Journal de la lutte pour sauver l'usine et ses emplois



Les assemblées générales de la semaine dernière ont montré qu'il y a bien dans l'usine un mécontentement, une colère chez la plupart des collègues. C'est normal et sans doute la moindre des choses, car nous sommes tout simplement en train de subir un plan de liquidation de l'usine avec la perte de nos emplois, de la part d'une multinationale qui se porte très bien.

Seulement voilà, notre colère ou notre écoeurément, qu'est-ce qu'on en fait, comment l'exprime-t-on ? On nous a tellement dit qu'il fallait être sages, raisonnables, attendre et encore attendre, faire confiance... qu'au bout, ça en devient une paralysie collective.

Nous réagissons comme si nous étions spectateurs d'un événement, alors qu'il s'agit de nous. Oui nous sommes les premiers concernés et à ce titre, nous avons intérêt à nous en occuper. Et personne en dehors de nous ne pourra s'occuper en bien de nos affaires.

Alors il faut qu'on s'en mêle. Il en est plus que temps !

NOS REVENDICATIONS

Notre bataille de fond c'est la défense des emplois, la sauvegarde de l'usine. Ce qui n'empêche pas, dans les réunions PSE, d'exiger pour tout le personnel, des conditions de départ décentes. Ce qui nous a amené avec les autres syndicats, avec l'aide de nos experts, de formuler un genre de plateforme revendicative concernant l'ensemble des points du document PSE. Voir nos militants et nos comptes-rendus de réunions CE.

STOP AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

EN ACTION LE 18 SEPTEMBRE

Suite aux AG du 6 septembre, les syndicats se sont rencontrés. De suite la CFE-CGC et la CFDT ont refusé toute éventualité d'action (« faut encore attendre »). Restent FO, CFTC et CGT qui se sont mis d'accord pour proposer une journée d'action le mardi 18 dès le matin.

On réfléchit sur la façon de faire au mieux, comment entraîner le plus de collègues possible. On précisera tout cela rapidement. N'hésitez pas à nous solliciter, à proposer, à participer.

UNE ACTION EUROPÉENNE ?

Nous sommes toujours en lien avec des camarades syndicalistes de Ford et Getrag à Cologne, de Ford Valencia et aussi avec des collectifs d'anciens syndicalistes de Genk en Belgique.

Étant donné l'urgence de la situation à FAI et les lourdes menaces qui pèsent maintenant sur les usines de Ford Europe, nous essayons d'organiser une journée de lutte sur plusieurs sites européens pour dénoncer les choix de Ford, pour défendre les emplois partout.

La mobilisation est compliquée dans une usine, alors l'organiser sur plusieurs sites et plusieurs pays, c'est évidemment un objectif ambitieux. Mais on s'y accroche d'autant plus que ça permet de construire des liens de solidarité internationaux, ce qui renforce le moral des militant.e.s.

Une usine qui ferme, c'est quoi ?



COLLAGES D'AFFICHES

Nous rappelons qu'il y a des affiches d'appel à la manif du 22 septembre, disponibles au CE. Donc avis aux volontaires pour les coller autour de chez soi par exemple.

BOÎTE À IDÉES

Comme on le dit en permanence, nous cherchons les moyens de contrecarrer les mauvais plans de Ford. Nous sommes convaincus que c'est notre mobilisation qui peut à la fois améliorer les conditions de départ des pré-retraitables par exemple comme pousser à ce qu'il y ait une reprise sauvant ainsi des centaines d'emplois.

Cela passe par des actions, des initiatives diverses, dans l'usine comme en dehors. Nous reconnaissons avoir une imagination limitée. De toute façon, les équipes syndicales, même la nôtre, ne peuvent pas, ni tout faire, ni avoir toutes les réponses.

Comment faire pour faire du bruit, pour démultiplier les actions, pour que les collègues soient plus nombreux à vouloir agir, à préparer les mobilisations ?

Notre efficacité dépendra de l'implication large des collègues et de l'importance des actions. Donc nous lançons à nouveau un appel à construire des équipes qui travaillent à la mobilisation.

LA MEILLEURE FAÇON DE TROUVER UN EMPLOI, C'EST DE DÉFENDRE CELUI QU'ON A

Cela pourrait être un dicton ou un proverbe. C'est juste un fait pour nous. Car une usine qui ferme, un plan de licenciements, cela laisse des traces indélébiles. Les dégâts sociaux sont systématiques.

Et pas seulement sur celles et ceux qui sont obligés de rechercher un emploi, qui se retrouvent confrontés à Pôle Emploi, au chômage, à l'intérim, aux galères de la précarité. Non, cela concerne vraiment tout le monde.

Car cela a un impact sur une région, sur la vie sociale autour, sur les commerces, les services publics, sur les infrastructures, les moyens des communes alentours.

C'est-à-dire que même pour celui ou celle qui retrouve un

boulot, pour celui ou celle qui part en préretraite (ou retraite), cela a des conséquences négatives.

Il faut en prendre conscience. Il y a plus de 6 millions de gens au chômage ou qui vivent avec des petits boulots, il y a 8 millions de gens qui vivent sous le seuil de pauvreté, y compris ayant un emploi. Cela n'arrive pas qu'aux autres.

Le sort de l'usine ne peut pas nous être indifférent, qui que nous soyons, ouvriers, employés, cadres, anciens ou « jeunes », très qualifiés ou peu. Cela concerne vraiment tout le monde, la bataille pour sauver cette usine, pour imposer une solution de reprise, c'est notre bataille à toutes et tous.

APRÈS UN PSE : PLANS GALÈRES

Des tas de gens nous disent qu'un PSE ce n'est pas si grave car on s'occupe de nous pour « rebondir » : un nouvel emploi, une création d'entreprise, une formation, une pré-retraite. Donc pas d'inquiétude, il y a des cabinets de reclassements malins qui connaissent les bons plans.

Et bien non, c'est un mensonge, une duperie. La réalité est plus dure. Il suffit de regarder les conséquences pour d'autres fermetures d'usines ou d'autres plans de licenciements. Malheureusement les chiffres précis sont rares mais quand on en a, c'est terrible.

Par exemple, concernant la fermeture

de l'usine Continental dans l'Oise en 2009. Deux ans après, seuls 212 salariés avaient retrouvés un CDI. D'après la direction, 27% des salariés étaient sans solution. Sachant que parmi les solutions, beaucoup étaient des CDD, intérim... En général, après un PSE, seuls 20% trouvent une solution fixe...